



Lettre ouverte aux Chefs d'État et de Gouvernement africains

A la veille du Sommet africain sur le Climat , nous vous écrivons avec une préoccupation commune concernant les impacts dévastateurs de la crise climatique sur la vie et les moyens de subsistance de chaque Africain. Les citoyens africains ressentent la chaleur, la sécheresse, l'instabilité de l'approvisionnement alimentaire et des prix, les océans en ébullition et l'impact des forêts qui s'amenuisent. Les inondations, les cyclones et les incendies de forêt deviennent moins prévisibles et plus intenses, détruisant des vies et déplaçant des milliers de personnes à mesure que la crise climatique s'aggrave. Il est évident que nous sommes au cœur d'une crise climatique d'origine humaine, une crise qui deviendra bien plus désastreuse si nous n'agissons pas ensemble.

De 1900 à 2000, le continent s'est déjà réchauffé de 2 °C dans certaines régions. Les dix années les plus chaudes en Afrique depuis le début des relevés remontent à 2005. Si les émissions élevées se poursuivent, on prévoit que la température moyenne annuelle augmentera de près de 6 °C dans une grande partie de l'Afrique d'ici la fin du XXI^e siècle. A mesure que les concentrations de gaz à effet de serre augmentent, des études prédisent qu' au cours de ce siècle, les vagues de chaleur se produiront plus fréquemment, avec des intensités plus élevées, et dureront plus longtemps.

l'Afrique est le terrain de jeu d'une nouvelle ruée vers le pétrole, le gaz et le charbon, orchestrée par d'anciennes puissances coloniales: de Total au Mozambique et en Ouganda à Woodside et BP au Sénégal, de Shell au Nigeria et en Afrique du Sud à l'entreprise canadienne ReconAfrica en Namibie, d'Eni en République du Congo à Perenco et d'autres en RDC. Au lieu

de moderniser nos économies et systèmes énergétiques au profit des jeunes générations africaines, nous nous retrouvons accrochés à l'ancienne et polluante pour l'intérêt de quelques-uns, et contraints de faire face au chaos croissant que cela suscite.

En tant que dirigeants, la responsabilité envers notre peuple et la nature dont nous dépendons vous incombe. L'Afrique peut être soit à l'avant-garde d'une transition énergétique 100 % renouvelable, sûre et abordable, soit permettre aux grandes entreprises pétrolières et extractives de continuer à plonger nos terres et nos océans dans des catastrophes les unes après les autres.

Le Sommet africain sur le climat est une opportunité de dialogue authentique, où nos dirigeants, les organisations de la société civile, les scientifiques, les jeunes activistes et autres parties prenantes peuvent faire valoir nos perspectives, besoins, et solutions.

Greenpeace Afrique appelle l'Union Africaine à:

- Mettre fin aux subventions coûteuses et destructrices des combustibles fossiles et réorienter cet appui vers des projets d'énergies renouvelables;
- Mettre fin à la nouvelle ruée vers le pétrole et le gaz en Afrique en rejetant les nouveaux investissements dans les combustibles fossiles qui sont incompatibles avec l'Accord de Paris et sa limite de réchauffement de 1,5 °C;
- S'engager à poursuivre l'accès de tous à une énergie propre, sûre et exempte de combustibles fossiles, rendu possible par la coopération et le soutien internationaux;
- Faire payer les pollueurs. Veiller à ce que le Fonds des Nations unies pour les pertes et les dommages et les plans nationaux d'adaptation soient financés par les revenus de ceux qui sont les plus responsables de la crise climatique et qui ont la plus grande capacité à payer, en particulier l'industrie des combustibles fossiles;
- Prendre des mesures concrètes, conformément au Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, pour prévenir la perte de biodiversité dans toutes ses sphères (marines, d'eau douce et terrestres), ce qui exacerbe la crise climatique;

- Agir de manière décisive pour protéger les puits de carbone tels que les tourbières, la forêt du bassin du Congo et nos océans;
- Rejeter les détournements de l'action réelle en faveur du climat et de biodiversité en refusant les compensations, notamment les marchés du carbone et les marchés de crédits pour la biodiversité, comme l'ont prévenu des centaines d'organisations de la société civile africaines.